

Op de voordracht van de Minister van Mobiliteit;  
Na beraadslaging,  
Besluit :

**Artikel 1.** De volgende tariefwijziging van het vervoerbewijs Brupass XL wordt goedgekeurd:

Brupass XL	Tarief
1 reis	3,40 euro
10 reizen	23,80 euro
1 maand	89,00 euro
12 maanden	890,00 euro

**Art. 2.** Artikel 1 wordt toegepast onder voorbehoud van een gelijkaardige overeenkomst van de beslissingsorganen van de NMBS, de MIVB en De Lijn.

**Art. 2.** De Minister van Mobiliteit is belast met de uitvoering van dit besluit.

**Art. 3.** Dit besluit treedt in werking op 1 februari 2024.

Namen, 12 oktober 2023.

Voor de Regering :

De Minister-President,  
E. DI RUPO

De Minister van Klimaat, Energie, Mobiliteit en Infrastructuur,  
Ph. HENRY

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2023/206478]

**12 OCTOBRE 2023. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant diverses dispositions de l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 relatif aux conditions d'engagement et à la situation administrative et pécuniaire des membres du personnel contractuel**

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, l'article 87, § 3, remplacé par la loi spéciale du 8 août 1988 et modifié par la loi spéciale du 6 janvier 2014;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 relatif aux conditions d'engagement et à la situation administrative et pécuniaire des membres du personnel contractuel;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 19 avril 2023;

Vu l'accord de la Ministre de la Fonction publique, donné le 17 mai 2023;

Vu le rapport du 12 mars 2023 établi conformément à l'article 3, 2<sup>o</sup>, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales;

Vu le protocole de négociation n<sup>o</sup> 843 du Comité de secteur n<sup>o</sup> XVI, conclu le 7 juillet 2023;

Vu la demande d'avis n<sup>o</sup> 74.285/2, adressée au Conseil d'Etat le 24 juillet 2023, en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant l'absence de communication de l'avis dans ce délai;

Vu l'article 84, § 4, alinéa 2, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition de la Ministre de la Fonction publique;

Après délibération,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Dans l'article 2, § 1<sup>er</sup>, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 relatif aux conditions d'engagement et à la situation administrative et pécuniaire des membres du personnel contractuel, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 29 mars 2012, le 5<sup>o</sup> est complété par la phrase « Un contractuel expert peut être engagé dans le cadre d'un contrat de remplacement, auquel cas il est traité comme un contractuel expert pour l'application du présent arrêté en matière d'admissibilité, de sélection et de situation pécuniaire. ».

**Art. 2.** A l'article 5 du même arrêté, modifié en dernier lieu par l'arrêté du Gouvernement wallon du 2 septembre 2021, les modifications suivantes sont apportées :

1<sup>o</sup> dans le paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa 2, les modifications suivantes sont apportées :

a) les mots « pour la même direction générale et » sont abrogés;

b) l'alinéa est complété par les mots « , moyennant éventuellement vérification de la motivation et l'adéquation par rapport au poste à pourvoir »;

2<sup>o</sup> dans le paragraphe 2, les modifications suivantes sont apportées :

a) les mots « à durée indéterminée » sont insérés entre le mot « temporaires » et le mot « , hormis »;

b) les mots « de trois membres du personnel pour les engagements au niveau A et B et de deux membres du personnel pour les engagements aux autres niveaux » sont remplacés par les mots « d'au moins trois membres du personnel »;

c) le 2° est remplacé par ce qui suit :

« 2° un ou deux représentants du ou des directeurs généraux dont relèvent les emplois à pourvoir, dont l'un préside la commission. »;

3° dans le paragraphe 3, les modifications suivantes sont apportées :

a) à l'alinéa 1, les mots « , de contractuels pour besoins exceptionnels et temporaires à durée déterminée, » sont insérés entre les mots « par la voie statutaire » et les mots ", de contractuels de remplacement »;

b) l'alinéa 2 est remplacé par ce qui suit :

« Le ou les directeurs généraux dont relèvent les emplois à pourvoir désignent les membres de la commission de sélection, dont le président. »;

4° dans le paragraphe 4, le 2° est remplacé par ce qui suit :

« 2° d'un ou plusieurs représentants du ou des directeurs généraux dont relèvent les emplois à pourvoir »;

5° il est inséré un paragraphe 4/1 rédigé comme suit :

« § 4/1. Les commissions de sélection visées aux paragraphes 2, 3 et 4 ne peuvent être composées de plus de deux tiers de membres du même sexe. ».

**Art. 3.** A l'article 5<sup>ter</sup> du même arrêté, inséré par l'arrêté du Gouvernement wallon du 29 mars 2012 et modifié en dernier lieu par l'arrêté du Gouvernement wallon du 2 septembre 2021, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans le paragraphe 2, le mot « six » est remplacé par le mot « cinq »;

2° dans le paragraphe 3, la phrase " En cas de décisions relatives à des politiques nouvelles ou particulièrement importantes et sur proposition du Ministre de la Fonction publique, le Gouvernement wallon se réserve la décision finale d'engagement. » est abrogée;

3° le paragraphe 5 est remplacé par ce qui suit :

« § 5. En cas de décisions relatives à des politiques nouvelles ou particulièrement importantes et sur proposition du Ministre de la Fonction publique, le Gouvernement wallon peut se réserver la décision finale d'engagement.

Lorsque la décision finale revient au Gouvernement wallon, la commission de sélection lui rend un avis motivé sur l'admissibilité des candidats par rapport à la description de fonction, au profil des compétences, à l'expérience, aux aptitudes et à la motivation de ceux-ci. ».

**Art. 4.** L'article 5<sup>quater</sup> du même arrêté, inséré par l'arrêté du Gouvernement wallon du 29 mars 2012 et modifié en dernier lieu par l'arrêté du Gouvernement wallon du 2 septembre 2021, est abrogé.

**Art. 5.** Dans le même arrêté, il est ajouté un article 5 quinquies rédigé comme suit :

" Art. 5<sup>quinquies</sup>. § 1<sup>er</sup>. Par dérogation aux articles 5 et 5bis, la procédure de sélection prévue à l'article 295, § 2, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 portant le Code de la Fonction publique wallonne, est applicable pour l'engagement de membres du personnel scientifique contractuel. ».

**Art. 6.** A l'article 8 du même arrêté, inséré par l'arrêté du Gouvernement wallon du 29 mars 2012 et modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 avril 2019, les modifications suivantes sont apportées :

1° l'alinéa 1 est complété par les mots « Dans le niveau A, les grades de recrutement sont les grades d'attaché et d'attaché qualifié. »;

2° deux alinéas rédigés comme suit sont insérés entre les alinéas 2 et 3 :

" Par dérogation à l'alinéa 2, les membres du personnel scientifique contractuel dont le traitement découle de l'application de l'échelle de traitements A6Sc ou A5Sc bénéficient respectivement, dans les mêmes conditions que les agents scientifiques, des effets pécuniaires de la promotion visée aux articles 300, § 1<sup>er</sup>, et 301, § 1<sup>er</sup>, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 portant le Code de la Fonction publique wallonne.

Par dérogation à l'alinéa 2, les membres du personnel scientifique contractuel dont le traitement découle de l'application de l'échelle A6/1 bénéficient du traitement découlant de l'application de l'échelle A6Sc après soutenance d'une thèse de doctorat ou des travaux scientifiques jugés équivalents par le jury scientifique. »;

3° l'alinéa 3, devenant l'alinéa 5 est remplacé par ce qui suit :

« Dans le niveau A, le Gouvernement peut, s'agissant de contractuels experts et moyennant circonstances particulières dument motivées, octroyer le bénéfice d'une rémunération liée aux échelles de premier attaché A5/1, d'attaché qualifié A5/2, de conseiller A4/1, de directeur A4/2 ou d'inspecteur général-expert A3. ».

**Art. 7.** L'article 3 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 juin 2017 fixant le statut des agents scientifiques, modifié par l'arrêté du 4 avril 2019, est abrogé.

**Art. 8.** Le présent arrêté entre en vigueur le premier jour du mois qui suit l'expiration d'un délai de dix jours prenant cours le jour après sa publication au *Moniteur belge*.

**Art. 9.** Le Ministre qui a la fonction publique dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 12 octobre 2023.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,  
E. DI RUPO

La Ministre de la Fonction publique, de l'Informatique, de la Simplification administrative,  
en charge des allocations familiales, du Tourisme, du Patrimoine et de la Sécurité routière,

V. DE BUE

## ÜBERSETZUNG

## ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2023/206478]

**12. OKTOBER 2023 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Abänderung verschiedener Bestimmungen des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. Dezember 2003 über die Anstellungsbedingungen und die Verwaltungs- und Besoldungslage der vertraglichen Personalmitglieder**

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen, Artikel 87 § 3, ersetzt durch das Sondergesetz vom 8. August 1988 und abgeändert durch das Sondergesetz vom 6. Januar 2014;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. Dezember 2003 über die Anstellungsbedingungen und die Verwaltungs- und Besoldungslage der vertraglichen Personalmitglieder;

Aufgrund der am 19. April 2023 abgegebenen Stellungnahme des Finanzinspektors;

Aufgrund des am 17. Mai 2023 gegebenen Einverständnisses der Ministerin für den Öffentlichen Dienst;

Aufgrund des Berichts vom 12. März 2023, aufgestellt in Übereinstimmung mit Artikel 3 Ziffer 2 des Dekrets vom 11. April 2014 zur Umsetzung der Resolutionen der im September 1995 in Peking organisierten Weltfrauenkonferenz der Vereinten Nationen und zur Integration des Gender Mainstreaming in allen regionalen politischen Vorhaben;

Aufgrund des am 7. Juli 2023 abgeschlossenen Protokolls Nr. 843 des Sektorenausschusses Nr. XVI;

Aufgrund des am 24. Juli 2023 beim Staatsrat in Anwendung von Artikel 84 § 1 Absatz 1 Ziffer 2 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat eingereichten Antrags Nr. 74.285/2 auf Begutachtung innerhalb einer Frist von dreißig Tagen;

In der Erwägung, dass binnen dieser Frist kein Gutachten abgegeben wurde;

Aufgrund des Artikels 84 § 4 Absatz 2 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat;

Auf Vorschlag der Ministerin für den öffentlichen Dienst;

Nach Beratung,

Beschließt:

**Artikel 1** - Ziffer 5 von Artikel 2 § 1 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. Dezember 2003 über die Anstellungsbedingungen und die Verwaltungs- und Besoldungslage der vertraglichen Personalmitglieder, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 29. März 2012 wird durch den Satz "Ein Sachverständiger als Mitglied des Vertragspersonals kann im Rahmen eines Vertretungsvertrags eingestellt werden; in diesem Fall wird er für die Anwendung des vorliegenden Erlasses in Bezug auf die Zulässigkeit, die Auswahl und den Besoldungsstand wie ein Sachverständiger als Mitglied des Vertragspersonals behandelt." ergänzt.

**Art. 2** - Artikel 5 desselben Erlasses, zuletzt abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 2. September 2021, wird wie folgt abgeändert:

1° Paragraf 1 Absatz 2 wird wie folgt abgeändert:

a) die Wortfolge "dieselbe Generaldirektion und" wird aufgehoben;

b) der Absatz wird durch die Wortfolge ", ggf. durch die Überprüfung der Motivation und der Eignung für die zu besetzende Stelle" ergänzt;

2° Paragraf 2 wird wie folgt abgeändert:

a) zwischen die Wortfolge "Für die Einstellung von" und das Wort "Vertragspersonal" wird das Wort "unbefristetem" eingefügt;

b) die Wortfolge "aus drei Personalmitgliedern für die Einstellungen in den Stufen A und B und zwei Personalmitgliedern für die Einstellungen in den anderen Stufen" wird durch die Wortfolge "aus wenigstens drei Personalmitgliedern" ersetzt;

c) Ziffer 2 wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

"2° einen oder zwei Vertreter des Generaldirektors oder der Generaldirektoren, in deren Zuständigkeitsbereich die zu besetzenden Stellen fallen, von denen einer den Vorsitz des Ausschusses übernimmt.";

3° Paragraf 3 wird wie folgt abgeändert:

a) in Absatz 1 wird zwischen die Wortfolge "die in Erwartung eines statutarischen Bediensteten sind," und die Wortfolge "sowie von Ersatz- und Hilfsvertragspersonal" die Wortfolge "von unbefristetem Vertragspersonal für einen außergewöhnlichen und zeitweiligen Bedarf" eingefügt;

b) Absatz 2 wird durch Folgendes ersetzt:

"Der oder die Generaldirektoren, in deren Zuständigkeitsbereich die zu besetzenden Stellen fallen, bestimmen die Mitglieder des Auswahlausschusses, darunter den Vorsitzenden.";

4° in Paragraf 4 wird Ziffer 2 durch Folgendes ersetzt:

"2° einem oder mehreren Vertretern des Generaldirektors oder der Generaldirektoren, in deren Zuständigkeitsbereich die zu besetzenden Stellen fallen";

5° Es wird ein Paragraf 4/1 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

" § 4/1. Die in den Paragrafen 2, 3 und 4 genannten Auswahlausschüsse dürfen zu nicht mehr als zwei Dritteln aus Mitgliedern desselben Geschlechts bestehen. "

**Art. 3** - Artikel 5ter desselben Erlasses, eingefügt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 29. März 2012 und zuletzt abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 2. September 2021, werden folgende Änderungen vorgenommen:

1° in Paragraf 2 wird "sechs" durch "fünf" ersetzt;

2° In Paragraf 3 wird der Satz "Im Falle von Beschlüssen betreffend neue politische Maßnahmen, oder von besonders wichtigen Beschlüssen und auf Vorschlag des Ministers für den öffentlichen Dienst behält sich die Wallonische Regierung den endgültigen Beschluss über die Einstellung vor." aufgehoben;

3° Paragraf 5 wird durch Folgendes ersetzt:

“§ 5. Im Falle von Beschlüssen betreffend neue politische Maßnahmen, oder von besonders wichtigen Beschlüssen und auf Vorschlag des Ministers für den öffentlichen Dienst kann sich die Wallonische Regierung den endgültigen Beschluss über die Einstellung vorbehalten.

Wenn der endgültige Beschluss von der Wallonischen Regierung gefasst werden muss, übermittelt der Auswahlsschuss ihr ein begründetes Gutachten über die Zulässigkeit der Bewerber aufgrund der Funktionsbeschreibung, des Kompetenzprofils, der Erfahrung, der Fähigkeiten und der Motivation der Bewerber.”

**Art. 4** - Artikel 5<sup>quater</sup> desselben Erlasses, eingefügt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 29. März 2012 und zuletzt abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 2. September 2021, wird aufgehoben.

**Art. 5** - In denselben Erlass wird ein Artikel 5<sup>quinquies</sup> mit folgendem Wortlaut eingefügt:

“Art. 5<sup>quinquies</sup> - § 1. In Abweichung von den Artikeln 5 und 5<sup>bis</sup> ist das in Artikel 295 § 2 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. Dezember 2003 zur Festlegung des Kodex des Wallonischen öffentlichen Dienstes angeführte Auswahlverfahren auf die Einstellung der Mitglieder des wissenschaftlichen Vertragspersonals anwendbar.”

**Art. 6** - Artikel 8 desselben Erlasses, eingefügt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 29. März 2012 und abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 4. April 2019, wird wie folgt abgeändert:

1° Absatz 1 wird ergänzt durch die Wortfolge “In der Stufe A sind die Dienstgrade bei der Anwerbung die Dienstgrade eines Attachés und eines qualifizierten Attachés.”;

2° es werden zwei Absätze mit folgendem Wortlaut zwischen die Absätze 2 und 3 eingefügt:

“In Abweichung von Absatz 2 kommen die Mitglieder des wissenschaftlichen Vertragspersonals, deren Entlohnung sich aus der Anwendung der Gehaltstabelle A6Sc oder A5Sc ergibt, jeweils unter denselben Bedingungen wie die wissenschaftlichen Bediensteten in den Genuss der Auswirkungen einer Beförderung auf die Besoldung gemäß Artikel 300 § 1 und 301 § 1 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. Dezember 2003 zur Festlegung des Kodex des Wallonischen öffentlichen Dienstes.

In Abweichung von Absatz 2 gelangen die Mitglieder des wissenschaftlichen Vertragspersonals, deren Entlohnung sich aus der Anwendung der Gehaltstabelle A6/1 ergibt, in den Genuss der Entlohnung, die sich aus der Anwendung der Gehaltstabelle A6Sc ergibt, nachdem sie eine Doktorarbeit abgeschlossen haben oder wissenschaftliche Arbeiten, die der wissenschaftliche Prüfungsausschuss als gleichwertig betrachtet.”;

3° Absatz 3, der zu Absatz 5 wird, wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

“In der Stufe A kann die Regierung, was die Sachverständigen als Mitglieder des Vertragspersonals betrifft und vorbehaltlich besonderer Umstände, die ordnungsgemäß zu begründen sind, den Anspruch auf eine Entlohnung gewähren, die mit der Gehaltstabelle eines ersten Attachés A5/1, eines qualifizierten Attachés A5/2, eines Beraters A4/1, eines Direktors A4/2 oder eines Generalinspektors-Sachverständigen verbunden ist.”

**Art. 7** - Artikel 3 desselben Erlasses der Wallonischen Regierung vom 15. Juni 2017 zur Festlegung des Statuts der wissenschaftlichen Bediensteten in seiner durch den Erlass vom 4. April 2019 abgeänderten Fassung, wird außer Kraft gesetzt.

**Art. 8** - Der vorliegende Erlass tritt am ersten Tage des Monats, der dem Ablauf einer Frist von zehn Tagen ab dem Tag nach seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* folgt, in Kraft.

**Art. 9** - Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich der öffentliche Dienst gehört, wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 12. Oktober 2023

Für die Regierung:

Der Ministerpräsident  
E. DI RÜPO

Die Ministerin für den öffentlichen Dienst, Datenverarbeitung, administrative Vereinfachung,  
beauftragt mit den Bereichen Kindergeld, Tourismus, Erbe und Verkehrssicherheit  
V. DE BUE

## WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2023/206478]

### 12 OKTOBER 2023. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van verscheidene bepalingen van het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 betreffende de voorwaarden voor de indienstneming en de administratieve en geldelijke toestand van de contractuele personeelsleden

De Waalse Regering,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, artikel 87, § 3, vervangen bij de bijzondere wet van 8 augustus 1988 en gewijzigd bij de bijzondere wet van 6 januari 2014;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 betreffende de voorwaarden voor de indienstneming en de administratieve en geldelijke toestand van de contractuele personeelsleden;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 19 april 2023;

Gelet op de instemming van de Minister van Ambtenarenzaken, gegeven op 17 mei 2023;

Gelet op het rapport van 12 maart 2023, opgemaakt overeenkomstig artikel 3, 2°, van het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen;

Gelet op het onderhandelingsprotocol nr. 843 van het Sectorcomité nr. XVI, gesloten op 7 juli 2023;

Gelet op het verzoek om advies nr. 74.285/2, gericht aan de Raad van State op 24 juli 2023, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op het gebrek aan adviesverlening binnen die termijn;

Gelet op artikel 84, § 4, tweede lid, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van Ambtenarenzaken;

Na beraadslaging,

Besluit :

**Artikel 1.** In artikel 2, § 1, van het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 betreffende de voorwaarden voor de indienstneming en de administratieve en geldelijke toestand van de contractuele personeelsleden, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 29 maart 2012, wordt punt 5° aangevuld met de zin "Een contractueel personeelslid in de hoedanigheid van deskundige kan in dienst worden genomen op basis van een vervangingscontract, in welk geval hij zal worden behandeld als een contractueel personeelslid in de hoedanigheid van deskundige voor de toepassing van dit besluit voor wat betreft toelaatbaarheid, selectie en geldelijke toestand."

**Art. 2.** In artikel 5 van hetzelfde besluit, laatstelijk gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 2 september 2021, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in paragraaf 1, lid 2, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) de woorden "voor hetzelfde directoraat-generaal en" worden opgeheven;

b) de woorden ", met een eventuele verificatie van de motivatie en geschiktheid voor de vacante post" worden aan het lid toegevoegd;

2° in paragraaf 2 worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) het woord "vaste" wordt ingevoegd tussen de woorden "Voor de indienstnemingen van" en het woord "contractuelen";

b) de woorden "drie personeelsleden voor indienstnemingen op niveau A en B en uit twee personeelsleden voor indienstnemingen op de overige niveaus" worden vervangen door de woorden "ten minste drie personeelsleden";

c) punt 2° wordt vervangen als volgt:

"2° één of twee vertegenwoordigers van de directeur(en)-generaal onder wie de vacante betrekkingen ressorteren, van wie één het voorzitterschap van de commissie waarneemt."

3° in paragraaf 3 worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) in lid 1 worden de woorden ", van contractuelen voor buitengewone en tijdelijke behoeften van bepaalde duur," ingevoegd tussen de woorden "langs de statutaire weg ingevuld worden," en de woorden "van vervangingscontractuelen";

b) het tweede lid wordt vervangen als volgt:

"De leden van selectiecommissie, wiede voorzitter, worden aangewezen door de directeur(en)-generaal onder wie de in te vullen betrekkingen ressorteren."

4° in paragraaf 4 wordt punt 2° vervangen als volgt:

2° één of twee vertegenwoordigers van de directeur(en)-generaal onder wie de in te vullen betrekkingen ressorteren;

5° er wordt een paragraaf 4/1 ingevoegd, luidend als volgt:

"§ 4/1. De in de paragrafen 2, 3 en 4 bedoelde selectiecommissies mogen voor niet meer dan twee derde uit leden van hetzelfde geslacht bestaan."

**Art. 3.** In artikel 5ter van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 29 maart 2012 en laatstelijk gewijzigd bij het besluit van 2 september 2021, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in paragraaf 2, wordt het woord "zes" vervangen door het woord "vijf";

2° in paragraaf 3 wordt de zin "In geval van beslissingen i.v.m. nieuwe of bijzonder belangrijke beleidslijnen en op voorstel van de Minister van Ambtenarenzaken komt de eindbeslissing inzake de indienstneming aan de Waalse Regering toe" opgeheven;

3° paragraaf 5 wordt vervangen als volgt:

"§ 5. In geval van beslissingen i.v.m. nieuwe of bijzonder belangrijke beleidslijnen en op voorstel van de Minister van Ambtenarenzaken kan de Waalse Regering de eindbeslissing inzake de indienstneming zich voorbehouden.

Als de eindbeslissing aan de Waalse Regering toekomt, geeft de selectiecommissie haar een gemotiveerd advies over de toelaatbaarheid van de kandidaten ten opzichte van de functiebeschrijving, van hun vaardigheidsprofiel, ervaring, bekwaamheden en motivering."

**Art. 4.** artikel 5quater van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 29 maart 2012 en laatstelijk gewijzigd bij het besluit van 2 september 2021, wordt opgeheven.

**Art. 5.** In hetzelfde besluit wordt een artikel 5quinquies ingevoegd, luidend als volgt:

"Art. 5quinquies. § 1. In afwijking van de artikelen 5 en 5bis is de selectieprocedure van artikel 295, § 2, van het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 houdende de Waalse Ambtenarencode van toepassing op de indienstneming van leden van het wetenschappelijk contractueel personeel."

**Art. 6.** In artikel 8 van hetzelfde besluit, ingevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 29 maart 2012 en bij het besluit van de Waalse Regering van 4 april 2009, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° het eerste lid wordt aangevuld met de woorden "In niveau A zijn de aanwervingsgraden de graden van attaché en gekwalificeerd attaché";

2° tussen de leden 2 en 3 worden twee leden ingevoegd die als volgt luiden:

"§ 2. In afwijking van het tweede lid genieten de leden van het contractueel wetenschappelijk personeel van wie de wedde uit de toepassing van de weddeschaal A6Sc of A5Sc voortvloeit, onder dezelfde voorwaarden als de wetenschappelijke personeelsleden, respectievelijk de geldelijke gevolgen van de bevordering bedoeld in artikel 300, § 1, en 301, § 1, van het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 houdende de Waalse Ambtenarencode.

In afwijking van het tweede lid genieten de leden van het contractueel wetenschappelijk personeel van wie de wedde uit de toepassing van de weddeschaal A6/1 voortvloeit, de wedde die uit de toepassing van de schaal A6Sc voortvloeit, na de verdediging van een doctoraatproefschrift of van wetenschappelijke werken die door de wetenschappelijke jury als gelijkwaardig erkend worden."

3° lid 3, dat lid 5 wordt, wordt vervangen door de volgende tekst:

”In niveau A kan de Regering voor contractuele personeelsleden in de hoedanigheid van deskundigen en, mits behoorlijk gemotiveerde bijzondere omstandigheden, het voordeel van een bezoldiging i.v.m. de schalen van eerste attaché A5/1, gekwalificeerd attaché A5/2, adviseur A4/1, directeur A4/2 of deskundige-inspecteur-generaal A3 verlenen.”.

**Art. 7.** Artikel 3 van het besluit van de Waalse Regering van 15 juni 2017 tot vaststelling van het statuut van de wetenschappelijke personeelsleden, gewijzigd bij het besluit van 4 april 2019, wordt opgeheven.

**Art. 8.** Dit besluit treedt in werking op de eerste dag van de maand na afloop van een termijn van tien dagen die ingaat op de dag na de bekendmaking ervan in het *Belgisch Staatsblad*.

**Art. 9.** De Minister bevoegd voor Ambtenarenzaken is belast met de uitvoering van dit besluit.  
Namen, 12 oktober 2023.

Voor de Regering:

De Minister-President,  
E. DI RUPO

De Minister van Ambtenarenzaken, Informatica, Administratieve Vereenvoudiging, belast met Kinderbijslag,  
Toerisme, Erfgoed en Verkeersveiligheid,  
V. DE BUE

---

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2023/48152]

**1<sup>er</sup> DECEMBRE 2023. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté royal du 12 décembre 2001 concernant les titres-services, et visant à réformer le financement des entreprises de titres-services et à encadrer le coût des titres-services pour les utilisateurs**

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi du 20 juillet 2001 visant à favoriser le développement de services et d'emplois de proximité, les articles 2, § 2, alinéa 3, et 4, alinéa 1<sup>er</sup>, 2° ;

Vu l'arrêté royal du 12 décembre 2001 concernant les titres-services ;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 22 mai 2023 ;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 4 juillet 2023 ;

Vu le rapport du 19 juin 2023 établi conformément à l'article 3, 2°, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales ;

Vu l'avis du Comité de gestion de l'Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi, donné le 25 septembre 2023 ;

Vu la demande d'avis au Conseil d'État dans un délai de trente jours, en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2°, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Considérant que la demande d'avis a été inscrite le 16 novembre 2023 au rôle de la section de législation du Conseil d'État sous le numéro 74.752/4 ;

Vu la décision de la section de législation du 16 novembre 2023 de ne pas donner d'avis dans le délai demandé, en application de l'article 84, § 5, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Considérant l'avis n°1552 du Conseil économique, social et environnemental de Wallonie, donné le 11 septembre 2023 ;

Sur la proposition de la Ministre de l'Emploi ;

Après délibération,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** À l'article 2<sup>quater</sup>, § 4, de l'arrêté royal du 12 décembre 2001 concernant les titres-services, modifié en dernier lieu par l'arrêté du Gouvernement wallon du 9 novembre 2022, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 1<sup>er</sup>, le 4° est remplacé par ce qui suit :

« 4° l'entreprise limite les risques pour le travailleur en :

a) ne faisant pas prestre des travaux dans un environnement qui présente des dangers ou des risques inacceptables ;

b) ne faisant pas prestre des travaux dans un environnement où le travailleur risquerait d'être victime d'abus ou de traitement discriminatoire ;

c) procédant à l'analyse des risques visée aux articles I.2-2 et suivants du Code du bien-être au travail ;

d) respectant les mesures relatives à la surveillance de la santé des travailleurs visées aux articles I.4-1 et suivants du Code du bien-être au travail ; » ;

2° à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 8°, les mots « visée à l'article 3, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2 » sont abrogés ;

3° l'alinéa 1<sup>er</sup> est complété par les 22°, 23° et 24°, rédigés comme suit :

« 22° l'entreprise agréée perçoit uniquement le titre-service comme rétribution de l'utilisateur pour l'accomplissement de l'aide à domicile de nature ménagère, sans préjudice, le cas échéant, des frais visés à l'article XIX.4 du Code de droit économique dus par l'utilisateur ;

23° l'entreprise agréée ne lie pas l'offre d'aide à domicile de nature ménagère rémunérée par le biais de titres-services à l'acquisition d'autres biens ou services ;